

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 22/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ECOTECHNILIN**

113 Rue du Puits  
27300 Saint-Martin-Du-Tilleul

Références : UBDEO.ERA.25.12.399.SB  
Code AIOT : 0005802236

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement ECOTECHNILIN implanté 113 Rue du Puits 27300 Saint-Martin-du-Tilleul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOTECHNILIN
- 113 Rue du Puits 27300 Saint-Martin-du-Tilleul
- Code AIOT : 0005802236
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Eco-Technilin est spécialisé dans la filature de lin.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suivi des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
5	Poteaux et réserve d'eau incendie	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
6	Extincteurs et RIA	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
8	Limites du site	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Surveillance des nuisances sonores	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités dans les bâtiments	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 4	Sans objet
4	Voie engin	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 8	Sans objet
7	Mise en place de murs coupe-feu au bâtiment P	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 11	Sans objet
10	Retrait de la cuve de fioul	AP Complémentaire du 14/02/2025, article 14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu dans un délai de 3 mois de :

- réaliser ses mesures atmosphériques (et de les annualiser par la suite) ;
- se mettre en conformité sur sa défense incendie :
  - ouvrir la vanne du RIA extérieur (et mettre en place une solution pour qu'il ne gèle pas) ;
  - suspendre tous les extincteurs (et mettre en place une solution pour qu'ils ne tombent pas du fait de vibrations de machines) ;
  - renforcer l'entretien/dépoussiérage de ses équipements de défense incendie lors du nettoyage hebdomadaire ;
  - L'exploitant transmet le rapport de contrôle 2023 du poteau incendie et transmettra le prochain rapport à l'issue du contrôle 2026.
  - L'exploitant transmet également le PV de réception par le SDIS de la réserve souple.
- clarifier la situation de la parcelle YC 83 ;
- réaliser ses mesures des niveaux sonores.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activités dans les bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consistance des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :  « L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (plan en annexe 1) : <ul style="list-style-type: none"><li>• Bâtiment P : atelier Innofibre 2 comprenant 1 ligne de cardage et d'affinage, atelier de peignage comprenant 2 peigneuses (P1 et P2), 2 autospreaders, ainsi que des stockages d'emballages plastiques,</li><li>• Bâtiment K : local de traitement des poussières comprenant deux presses, atelier d'entretien et présence de 8 machines de préparation,</li><li>• Bâtiment S1 : atelier de filature,</li><li>• Bâtiment S2 : stockage de matières premières et de produits finis,</li><li>• Bâtiment S3 : atelier Innofibre 1 comprenant 1 ligne de cardage, 1 ligne d'affinage, 1 carde ruban et stockage de matières premières et de produits finis,</li><li>• Un silo de stockage d'anas de lin,</li><li>• Des bureaux.</li></ul> Le site fonctionne en 3 x 8 h du lundi au vendredi. ».
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater que l'activité de chaque bâtiment correspond à leur description dans l'article 4 de l'APC du 14 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2025, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales et points de rejet

Prescription contrôlée :

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Les machines de peignage et les lignes d'affinage sont munies de dispositifs d'aspiration qui envoient l'air poussiéreux, après passage dans des condenseurs, vers des cyclones ( sauf pour la ligne d'affinage LTF). Les poussières récupérées en bas des cyclones sont envoyées vers des presses à poussières. L'air en sortie des cyclones est envoyé vers des filtres rotatifs dont les rejets se font en extérieur. Les poussières récupérées par aspiration sur les mousses des filtres rotatifs sont envoyées vers un filtre à manches dont le rejet s'effectue en extérieur. Les poussières récupérées dans le filtre à manches sont dirigées vers les presses à poussières.

Points de rejet	Emplacement	Installations raccordées	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h
Point 1-a	Bâtiment P Peigneuse 1	Cyclone 1 en amont du filtre rotatif 1	46 500
Point 1-b	Bâtiment P Peigneuse 2	Cyclone 2 en amont du filtre rotatif 2	46 500
Point 2	Bâtiment P Ligne d'affinage Innofibre 2	Filtre à manches	80 000
Point 3-a	Bâtiment S3 Ligne de traitement des sous-produits	Cyclone 5 en amont du filtre rotatif 5	58 900
Point 3-b	Bâtiment S3 Ligne d'affinage S1	Cyclone 6 en amont du filtre rotatif 6	68 200

Point 3-c	Bâtiment S3 Ligne d'affinage LTF	Filtre rotatif 7	67 500
Point 4	Extérieur près du bâtiment P	Filtre à manches	53 900

Les débits des effluents gazeux est exprimé en mètre cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). ».

#### Constats :

L'exploitant a remis le rapport d'essais de contrôle réglementaire N°D91195902201R001 réalisé par la société Dekra en 2022.

De fait, aucun contrôle n'a été réalisé en 2025 après la mise en activité de la nouvelle ligne d'affinage et de cardage de lin.

L'inspection n'est pas en mesure de vérifier la conformité à l'APC du 14 février 2025.

L'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 dispose que les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de réaliser ses mesures dans un délai de 3 mois et par la suite d'annualiser ses mesures de rejets atmosphériques de poussières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Suivi des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/02/2025, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations et quantités maximales rejetées

**Prescription contrôlée :**

<p>L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :</p> <p>« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>La concentration maximale de poussières totales rejetée doit être inférieure à 15 mg/Nm<sup>3</sup> pour les points 1-a, 1-b, 3-a, 3-b, 3-c et 4 et inférieure à 5 mg/Nm<sup>3</sup> pour le point 2.</p> <p>Le flux maximal horaire de poussières totales engendré par l'ensemble des installations doit être inférieur à 1,8 kg/h. ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>voir point de contrôle n°2.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de réaliser ses mesures dans un délai de 3 mois et par la suite d'annualiser ses mesures de rejets atmosphériques de poussières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Voie engin

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2025, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques minimales des voies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :</p> <p>« Les bâtiments doivent être en permanence accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'établissement et l'accès au moyen d'intervention en cas de sinistre. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. Cette voie permet un accès à la périphérie complète de l'établissement.</p> <p>Elle présente les caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• largeur de la bande de roulement de 3 m ;</li> </ul>

- rayon intérieur de giration de 11 m ;
- hauteur libre de 3,50 m ;
- pente inférieure à 15 % ;
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newtons (avec un maximum de 80 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 4,5 m).

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe tout en laissant dégagés les accès aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement.

**L'exploitant aménage un complément de voie engin sur les faces Nord et Ouest, afin de respecter les dispositions du présent article, avant le 31 décembre 2025. Dans l'attente de ce complément, l'ensemble des voies d'accès autour du site restent en tout temps dégagées afin de permettre l'accès des engins de secours. Ce point est audité quotidiennement par le responsable Qualité Sécurité Environnement du site.**

#### **Constats :**

L'inspection a pu constater la réalisation d'un complément de voie engin sur les faces Nord et Ouest correspondant visuellement aux caractéristiques minimales demandées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Poteaux et réserve d'eau incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/02/2025, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressource en eau et mousse

#### **Prescription contrôlée :**

L'article 7.7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un poteau incendie conforme aux normes en vigueur et d'un diamètre DN150 situé à l'entrée du site. Celui-ci doit délivrer un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar.
- une réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup>.

Cette réserve d'eau incendie dispose d'une aire d'utilisation et doit être aménagée conformément aux caractéristiques techniques des fiches 2.6 (citerne souple) et 2.9 (aire d'aspiration) annexées au règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie. L'accès à cette(s) plate(s)-forme(s) doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu.



Les moyens de défense extérieure contre l'incendie (citerne souple) doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce rapport au service de prévision situé 8 rue du Dr Michel Baudoux - BP 613 - 27006 EVREUX CEDEX. ».

**Constats :**

L'exploitant a remis le rapport de contrôle du poteau incendie réalisé par le SDIS en date du 24 juin 2020. Son débit a été mesuré à 63 m<sup>3</sup>/h, conforme aux prescriptions. Néanmoins l'exploitant doit s'assurer au près du gestionnaire du contrôle tous les 3 ans.

L'inspection a également observé la présence d'une réserve souple de 240 m<sup>3</sup> en bon état visuel (datée de 2021).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le rapport de contrôle 2023 du poteau incendie et transmettra le prochain rapport à l'issue du contrôle 2026.

L'exploitant transmet également le PV de réception par le SDIS de la réserve souple.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Extincteurs et RIA**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/02/2025, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

L'article 7.7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Des extincteurs portatifs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 6 litres de produits extincteur ou équivalent pour 200 m<sup>2</sup> de plancher. De plus, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 mètres. Ils doivent être visibles et accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

Des systèmes de détection et d'extinction incendie sont installés sur toutes les machines de peignage et d'affinage.

Tous les bâtiments de production et de stockage du site sont équipés de RIA. Le personnel a été formé au maniement des RIA. ».

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu observer par sondage la présence d'extincteurs et RIA bien répartis dans les bâtiments et à jour de contrôle (les dispositifs contrôlés par sondage étaient tous maintenus à date de 2025) et des systèmes de détection et d'extinction incendie installés sur les machines de peignage et d'affinage.</p> <p>Néanmoins, l'inspection observe que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plusieurs extincteurs étaient posés au sol. L'exploitant a indiqué que c'était le cas depuis un accident du travail où, à cause des vibrations d'une machine, un extincteur s'était décroché de son support et tombé sur un employé ;</li> <li>• plusieurs extincteurs et RIA étaient recouverts de poussières. L'exploitant a indiqué que le nettoyage complet des zones de travail était réalisé toutes les semaines, le jeudi ;</li> <li>• le RIA n°26 placé en extérieur n'était pas armé (mais fonctionnel, le reste ayant été réalisé). En effet, l'exploitant a indiqué que, du fait de sa position extérieure, il y avait un risque de gel et qu'ainsi il avait été décidé de fermer la vanne à l'intérieur de bâtiment sur lequel est positionné ce RIA.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de procéder particulièrement à l'entretien/dépoussiérage de ses outils de défense incendie lors de son nettoyage hebdomadaire ;</li> <li>• de maintenir ouvert le RIA n°26 en trouvant une solution pour que celui ne gèle pas ;</li> <li>• de maintenir suspendus tous ses extincteurs (en mettant en place, le cas échéant, des supports qui les maintiennent malgré les vibrations)</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Mise en place de murs coupe-feu au bâtiment P**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2025, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des stockages et des bâtiments</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant remplace les portes du sas d'intercommunication entre les deux ateliers du bâtiment P par des portes EI120 à fermeture automatique avant le 30 septembre 2025. Dans l'attente de leur mise en place, aucune matière combustible n'est autorisée dans un rayon de 5 mètres autour de l'ouverture au fond de l'atelier (en dehors de la matière utilisée en cours de transformation dans les machines) et le stockage est limité au minimum et regroupé en priorité vers le centre du sas afin de l'éloigner au maximum de l'ouverture donnant vers le sas.</p>

<b>Constats :</b>  L'inspection a pu observer la présence de murs coupe-feu, à chacune des 4 ouvertures entre les deux ateliers du bâtiment P.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Limites du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2025, article 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Délimitation parcellaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une délimitation claire des limites de propriétés est également à préciser.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a remis une copie du dépôt de traité de fusion-absorption de la société dénommée LA LINIERE DE SAINT MARTIN par la société dénommée ECO - TECHNILIN SAS en date du 07 mars 2025.  Ce document fait état des parcelles YC 7, 77, 79 et 80 qui correspondent bien aux limites du sites visibles sur le plan en annexe de l'APC du 14 février 2025.  Néanmoins ce document fait état d'une petite parcelle nommée YC 83 qui n'est pas référencée. L'exploitant indique ne pas connaître sa propriété sur cette parcelle accolée à un bâtiment de la société TEILLAGE DE SAINT-MARTIN et va se renseigner auprès de son directeur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de tenir informée l'inspection du devenir de cette parcelle : <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintien de la propriété et donc ajout dans le périmètre ICPE du site ;</li> <li>• cession à la société TEILLAGE DE SAINT-MARTIN.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Surveillance des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2025, article 14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions

suivantes :

« Une mesure des niveaux des émissions sonores de l'établissement doit être effectuée tous les 3 ans par un organisme qualifié. Ces mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Elles doivent être effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et de l'activité des entreprises environnantes.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés, en cas de non-conformité, de propositions en vue de corriger la situation.

**Les prochaines mesures de niveaux sonores sont effectuées après la mise en service de la ligne Innofibre 2 et avant le 31 décembre 2025. ».**

#### **Constats :**

L'exploitant a remis son bon de commande pour une mesure de bruit dans l'environnement en date du 17 novembre 2025.

Il a précisé à l'inspection que le contrôle se déroulerait début 2026 pour un retour en mars, soit hors délais. Il précise que cela est dû au besoin de finaliser leur plan d'actions visant à améliorer la réduction sonore des équipements avant de réaliser les mesures :

- Mise en place d'un bardage au niveau de la presse à poussière de façon à empêcher la diffusion du bruit vers l'extérieur pour février ;
- Envoi en révision du moteur de la Knowles pour janvier.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de remettre son rapport de mesures des niveaux sonores avant avril 2026 accompagné, en cas de non-conformités, de son plan d'actions de réduction des nuisances sonores.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 10 : Retrait de la cuve de fioul**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/02/2025, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Cuve de fioul

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise l'inertage et/ou le retrait de la cuve enterrée de fioul, ainsi qu'un diagnostic de pollution des sols, avant le 30 septembre 2025.

**Constats :**

L'exploitant a remis le constat de nettoyage/dégazage de la cuve de fioul réalisé par la société Maillot en date du 12 novembre 2025.

Il a également remis le rapport de Diagnostic de la qualité des sols n°0797404-29369420 V0 du 09 décembre 2025 réalisé par Bureau Veritas qui conclue que les anomalies identifiées sont faibles, que la cuve enterrée de fioul domestique n'a pas eu de fuites et qu'ainsi, au regard des investigations réalisées, il n'y a pas d'incompatibilité entre l'usage existant et l'état de contamination des sols observés. Il ne préconise aucune mesure d'urgence.

L'inspection a pu constater le retrait de la cuve. L'exploitant doit encore reboucher le trou.

**Type de suites proposées :** Sans suite